

Revue de presse



Lundi 27 février 2023



Salah Eddine Taleb, Gouverneur de la Banque d'Algérie : «Le projet de loi relatif à la monnaie et au crédit répond aux exigences de la transition numérique

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb a affirmé, ce dimanche à Alger, que le projet de loi relatif à la monnaie et au crédit répondait aux exigences de la transition numérique et à l'utilisation massive des technologies, précisant que le texte constituait la base fondamentale permettant de garantir un développement économique harmonieux et rationnel.



Assurances : La SAA augmente son capital social à 35 milliards dinars

La Société Nationale d'Assurance (SAA) a augmenté son capital social à 35 milliards de dinars (DA), contre 30 milliards DA auparavant, a indiqué un communiqué de cette compagnie publique. « L'assemblée générale de la SAA, réunie le 05 février 2023, en session extraordinaire, a décidé de procéder à l'augmentation du capital social de la société par incorporation de réserves facultatives pour un montant de cinq milliards de DA, pour le porter de trente milliards de DA à trente-cinq milliards de DA », a-t-elle précisé.



[Ouverture des bureaux de change : Probable avant la fin de l'année](#)

L'ouverture des bureaux de change en Algérie, se précise. Elle interviendrait probablement avant de l'année en cours selon le gouverneur de la Banque d'Algérie. Dans une déclaration à la version arabophone du site Ennahar Online, Salah Eddine Taleb a en effet affirmé que les « bureaux de change seront opérationnels en 2023 sans pour autant donner plus de détails.



[Plus de 8 millions d'algériens sont concernés : Augmentations salariales : tous les détails](#)

Le Trésor public supportera toutes ces augmentations qui iront dans les poches de 8 millions de personnes. Alors que le mois de Ramadhan arrive à grands pas, le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Youcef Chorfa, annonce que les importantes augmentations de salaires, décidées par le président de la République Abdelmadjid Tebboune «arriveront à bon port» dans les tout prochains jours.



[Les revers de la numérisation](#)

Parce qu'elle ne ment pas, parce qu'elle est réelle et fiable, parce qu'elle ne falsifie pas les données et parce qu'elle fournit la rapidité nécessaire pour résoudre les problèmes, la numérisation reste le moyen le plus efficace de lutte contre la bureaucratie et la corruption. Le président de la République en fait une urgence nationale.



[Réformes : Les partis d'accord avec le Président](#)

Les formations politiques doivent assurer un travail continu de formation politique qui consacre le citoyen et contribue à la consolidation des institutions de l'État. Valorisant les avancées enregistrées dans différents domaines ces dernières années, certaines formations politiques ont clairement témoigné leur soutien aux programmes de réformes et aux actions de restructuration des secteurs stratégiques.

ADMINISTRATION FISCALE : Les premiers fruits des réformes

Les réformes introduites dernièrement dans l'administration fiscale, visant à améliorer son efficacité, commencent à porter leurs fruits. Selon les indications fournies par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale, tenue jeudi, et consacrée à l'examen du projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2020, la valeur de la fiscalité ordinaire enregistrée en 2020, et estimée à 3788 milliards de DA soit 73 % des ressources globales de la fiscalité, fait ressortir une réduction progressive et continue de la dépendance aux recettes pétrolières dans l'élaboration du budget de l'État.

RÉGULATION ET STABILITÉ DU MARCHÉ, SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE ET AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE : Les autorités se mobilisent

La régulation des importations et la stabilité du marché intérieur sont des enjeux majeurs pour la bonne santé de l'économie algérienne, l'agriculture étant le secteur à valeur ajoutée le plus sensible.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Assurances : la SAA augmente son capital social à 35 milliards dinars

La Société Nationale d'Assurance (SAA) a augmenté son capital social à 35 milliards de dinars (DA), contre 30 milliards DA auparavant, a indiqué dimanche un communiqué de cette compagnie publique.

Assurances :La SAA décide d'augmenter son capital social à 35 milliards de dinars

La Société algérienne des assurances (SAA) a augmenté son capital social à 35 milliards de dinars contre 30 milliards auparavant, a indiqué ce dimanche un communiqué de cette compagnie publique.

[Projet de loi sur la monnaie et le crédit: «Une base fondamentale pour assurer un développement économique», selon Salah Eddine Taleb](#)

La Commission des finances et du budget a tenu, ce dimanche, une séance présidée par Lakhdar Salmi, président de la commission, consacrée à l'audience de Salah Eddine Taleb, gouverneur de la Banque d'Algérie, autour du projet de loi relative à la monnaie et au crédit, a indiqué l'Assemblée populaire nationale, dans un communiqué.



[Devise : la Banque d'Algérie promet l'ouverture de bureaux de change en 2023](#)

Le gouverneur de la Banque d'Algérie s'est exprimé au sujet de l'ouverture des bureaux de change, prévue en 2023. L'équipe de Dzair Daily vous dévoile tous les détails à ce sujet, dans la suite de cette édition du 26 février 2023.



[Assurances : la SAA augmente son capital social à 35 milliards dinars](#)

La Société Nationale d'Assurance (SAA) a annoncé, ce dimanche dans un communiqué, l'augmentation de son capital social à 35 milliards de dinars (DA), contre 30 milliards DA auparavant.



[Banque : La BDL assure l'accompagnement des projets des petites et moyennes entreprises](#)

Le directeur général de la Banque de développement local (BDL), Youcef Lalmas a souligné dimanche à Sidi Aïssa (M'Sila) l'accompagnement de la Banque aux projets des petites et moyennes entreprises et sa contribution dans le développement économique local.

Modernisation de l'économie : Plusieurs secteurs doivent revoir leurs copies

Questionné hier au sujet de la situation économique du pays et la nature des réformes engagées, le docteur Houari Tigharsi a fait savoir sur les ondes de la Radio nationale que l'Algérie n'exploite que 20% de ses capacités matérielles et humaines. Une situation qui oblige plusieurs secteurs à revoir leurs copies, précise l'universitaire : «Il est temps d'évaluer ce qui a été fait, mais aussi d'engager de nouvelles démarches.»

El-Houari Tigharsi, économiste : "Le contrôle du marché dépend de 3 facteurs"

Alors que le gouvernement s'est lancé dans une course contre la montre en enchaînant les mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat des Algériens, à l'approche du mois sacré du Ramadhan, Dr. EL-Houari Tigharsi, expert en économie, a identifié trois facteurs qui seraient, selon lui, les outils nécessaires pour contrôler le marché des denrées alimentaires.



طالبوا بضمانات لإزاحة "السكوار" واسترجاع "الشكارة"

النواب وجها لوجه مع محافظ بنك الجزائر

حل محافظ بنك الجزائر صلاح الدين طالب لأول مرة، بالمجلس الشعبي الوطني، منذ تنصيبه، للرد على تساؤلات النواب حول آخر مستجدات النقد في الجزائر، ومصير السوق الموازية "السكوار" وسبل استرجاع الأموال المكدسة، والتدابير المتخذة من قبل الحكومة للرفع من قيمة الدينار الجزائري.



محافظ بنك الجزائر للنهار أونلاين: فتح مكاتب الصرف رسميا هذا العام

قال عضو لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني سالم زنطار، في تصريح خص به "النهار أونلاين"، ان محافظ بنك الجزائر واطارته ردوا على أسئلة خلال جلسة استماع بالمجلس بشأن مشكلة غياب البطاقات البنكية الدولية على غرار ماستر كارد.



محافظ بنك الجزائر يشرح مشروع القانون النقدي والمصرفي

أكد محافظ بنك الجزائر، صلاح الدين طالب، اليوم الأحد بالجزائر العاصمة، أن مشروع القانون النقدي والمصرفي يستجيب لمتطلبات التحول الرقمي والاستعمال الواسع للتكنولوجيات، لافتا الى أن النص يعد القاعدة الأساسية لضمان تطور اقتصادي سلس ورشيد.

Evasion fiscale Associer les huissiers de justice au recouvrement des dettes

Les participants à la journée d'études, sous le thème «L'huissier de justice, un outil de recouvrement» ont mis en avant, samedi à Alger, l'importance d'associer les huissiers de justice à l'opération de recouvrement des dettes relatives à l'évasion fiscale.

Les intervenants ont expliqué, lors de cette journée d'études organisée par la Coordination des huissiers de justice de la Cour d'Alger, que «le recou-

vrement des dettes au profit du Trésor public est faisable au vu du nombre important des huissiers de justice à travers l'ensemble du territoire national».

L'accent a également été mis sur «l'activation de l'article 145 du Code des procédures fiscales, permettant aux huissiers de justice de recouvrer les dettes, à l'instar des agents fiscaux», appelant à «inclure des textes juridiques appuyant le rôle de l'huissier de justice dans le re-

couvrement des dettes». Insistant sur l'impératif de faire participer l'huissier de justice à l'opération de recouvrement des amendes, civile et pénale, proposant «l'amendement de l'Article 627 du Code de procédure civile et administrative, relatif à l'exécution en cas d'absence du poursuivi, pour autoriser à l'huissier de justice à ouvrir les portes des locaux, maisons et chambres fermées, sans ordonnance».

COMMENTAIRE

Démocratie participative !

Par Mohamed Tahar Messaoudi

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a «étalé» sur la place publique les raisons de son mécontentement concernant la conduite de certaines affaires de l'Etat, lors de son récent point de presse diffusé vendredi dernier. Tebboune a ainsi pris à témoin l'opinion publique nationale sur les incohérences et même les dérives de l'action gouvernementale en charge de l'application de son programme d'action.

Le ton était virulent à l'endroit de certains ministres dont le sort est irrémédiablement scellé, selon plusieurs médias nationaux. La plupart d'entre eux sont pourtant considérés comme étant très proches du Président et ont pu échapper aux différents remaniements qui ont été opérés par le passé. Il faut croire que le profil de ces ministres ne répond plus aux nouvelles exigences. Ils paraissent eux-mêmes dépassés pour diverses raisons liées peut-être au mode de fonctionnement et d'organisation de l'administration et des institutions publiques. Sans le dire expressément, le président de la République suggère qu'il a besoin de «sang neuf» pour mener à bien son programme d'action, lequel repose sur la concrétisation des aspirations des citoyens au bien-être et au progrès.

Dans cette optique, qui est le mieux placé que le citoyen lui-même pour expliquer et donner un meilleur éclairage sur sa situation sociale et économique ? L'implication des citoyens dans la prise de décision politique ou autre est incontournable dans le contexte actuel, marqué par des bouleversements géopolitiques et des mutations technologiques et industrielles. L'interaction entre les citoyens et les pouvoirs publics peut intervenir dans le cadre de la «démocratie participative», qui vient en appoint à la démocratie parlementaire ou représentative. Le recours à la démocratie participative dans la gestion des affaires publiques est très avancé dans la majorité des pays occidentaux (Allemagne, pays nordiques, France...) et en Amérique latine (Brésil, notamment).

En Algérie, la société civile avec son tissu associatif, tente tant bien que mal d'entretenir des débats féconds sur des questions d'intérêt régional ou national. Avec des moyens dérisoires, elle est incapable de fournir un travail conséquent qui pourrait servir comme repère ou indice probant pour le gouvernement dans la conduite des affaires de l'Etat.

Pourtant, le président Tebboune a appelé maintes fois à apporter un soutien important au mouvement associatif et à la société civile d'une manière générale, dans le but justement d'enrichir le débat multiforme sur tout sujet qui concerne la vie du citoyen.

Une forme de démocratie participative qui, dans le cadre d'une bonne organisation, permettra d'examiner de façon efficace les idées constructives des citoyens. Elle a pour finalité également d'être constamment à la recherche d'une plus grande justice sociale. Là aussi, la volonté du Président de donner à la société civile une plus grande aura n'a pas été suivie d'effet. C'est dommage ! Mais il est encore temps de réagir. L'écrasante majorité des Algériens montrent chaque jour, surtout sur les réseaux sociaux, leur disposition à débattre des questions qui les concernent directement.

المدير العام لبنك التنمية المحلية من المسيلة تعزيز دعم بنك التنمية المحلية لمشاريع المؤسسات الصغيرة والمتوسطة

كشف المدير العام لبنك التنمية المحلية، يوسف لالماش، أمس الأحد بسيدي عيسى بالمسيلة، على مرافقة البنك لمشاريع المؤسسات الصغيرة والمتوسطة والمساهمة في دفع النشاط الاقتصادي المحلي. وأوضح السيد لالماش عقب إشرافه على مراسيم تدشين الوكالة الجديدة لبنك التنمية المحلية بسيدي عيسى بحضور السلطات المحلية لهذه البلدية أن "هذا النشاط يندرج في إطار البرنامج المسطر من طرف البنك والذي يسعى من خلال إستراتيجيته التقرب من الزبائن عموما وأصحاب المؤسسات الصغيرة والمتوسطة خصوصا".

وأكد ذات المسؤول أن فئة أصحاب المؤسسات الصغيرة والمتوسطة يعدون من أكبر زبائن البنك وتمثل نسبة تمويلهم 85 بالمائة من تمويلات البنك، مضيفا أن الغاية من إستراتيجية البنك تتمثل في استقطاب أكبر عدد من هذه المؤسسات ودعم نشاطاتها، خاصة تلك المتواجدة بالمناطق الصناعية.

ويخصوص المعاملات الخدمائية والمصرفية، أكد المدير العام أن بنك التنمية المحلية يمنح قروضا حسب فروع النشاط، كما يوفر كل المنتجات اللازمة للزبائن وخاصة المؤسسات، وكذا عديد التمويلات سواء على "المدى القريب" أو "المدى البعيد"، مشيرا إلى أن بنك التنمية المحلية يضم 8 أنواع من منتجات التمويل الإسلامي الذي يوضع تحت تصرف الزبائن.

وأبرز السيد لالماش عن تقديم أنواع من المنتجات والخدمات الأخرى تخص الحسابات وتحويل المبالغ المالية بشكل سهل وعادي عن طريق حساباتهم مع الإطلاع عليها عن بعد، مفضلا في هذا الصدد، أن بنك التنمية المحلية يحوز على نظام معلوماتي مركزي يسمح بمعالجة مختلف العمليات بطريقة عصرية سهلة وأنية.

يذكر أن افتتاح وكالة سيدي عيسى لبنك التنمية المحلية تدرج ضمن إستراتيجية التقرب من المواطنين من خلال توسيع شبكاتها التجارية وإنعاش الحركة التنموية والاقتصادية والتجارية على المستوى المحلي وفق بيان البنك الذي أشار إلى أن زيارة المدير العام لبنك التنمية المحلية يتوازي مع تقمّد عمل الوكالات التجارية للبنك على مستوى ولايتي المسيلة والبويرة.

■ ق . م

تحسبا لتسديدها في شهر مارس

إيداع أجور الموظفين الجديدة لدى الخزينة

شرعت الإدارات والمؤسسات العمومية، أمس، في إيداع أجور موظفيها لشهر مارس على المكشوف وبالزيادات الجديدة لدى مصالح الخزينة العمومية من أجل مراقبتها والتدقيق فيها، قبل الشروع في تسديدها ابتداء من الفاتح مارس تطبيقا لقرارات الحكومة تسديد الأجور والمعاشات بالزيادات الجديدة قبل حلول شهر رمضان الفضيل.



مصالح البريد تشرع في دفع الأجور قبل حلول رمضان

المقبل وفق رزنامة تشمل موظفي أكبر الهيئات كالتعليم والصحة والجماعات المحلية، من أجل تجنب تزامنها مع معاشات المتقاعدين بين العاشر والعشرين مارس القادم وكذلك أجور موظفي ومنتسبي وزارات الداخلية والدفاع الوطني التي تسدد مركزيا وتشكيل طوابير أمام شبائيك البريد قبل حلول شهر رمضان الفضيل.

ب. و

مصالح الخزينة العمومية بتوزيع الأجور بالزيادات على مراقبيها بالخزائن الولائية من أجل التدقيق والمراقبة حتى تكون جاهزة في الفاتح مارس المقبل وإرسالها بداية من الفاتح مارس إلى مصالح البريد لصرفها قبل حلول شهر رمضان وتفاذي بالتالي الضغط على مكاتب البريد. ومن أجل ذلك قررت بعض خزائن الولايات تسديد الأجور قبل العاشر مارس

ب. و سيم

● بدأت الخزينة العمومية في استقبال أجور العديد من الإدارات والمؤسسات العمومية المنتشرة على المستوى الوطني لشهر مارس المقبل بالزيادات الجديدة وكذا فارق الزيادة لشهري جانفي وفيفري، طبقا لتوجيهات وزارة المالية والمديرية العامة للمالية لتسديد أجري شهر مارس وأفريل على المكشوف وبالزيادات الجديدة التي أقرها رئيس الجمهورية لتحسين أجور الموظفين. كما أودعت الهيئات ذاتها الفارق في الزيادة لشهري جانفي وفيفري باعتبار الزيادة في الأجر سارية المفعول ابتداء من الفاتح جانفي 2023، مع زيادات مماثلة ابتداء من الفاتح جانفي 2024. ولتفاذي تأخر تسديد أجور الموظفين في شهري مارس وأفريل أمام الوقت الذي تستغرقه عملية الالتزام والمصادقة على المصفقات لدى مصالح المراقب الميزانياتي وتزامن الفترة مع شهر رمضان وعيد الفطر المبارك، أقرت وزارة المالية تسديد شهري مارس وأفريل على المكشوف من طرف الخزينة العمومية مثل شهري جانفي وفيفري، على أن تكون التسوية لاحقا بالنماذج الجديدة التي تم اعتمادها في الإصلاح الميزانياتي المفروض تطبيقه ابتداء من الفاتح جانفي الفارط. وقصد تنظيم عملية تسديد الأجور وصرفها قبل حلول شهر رمضان، قامت

مشروع قانون النقد والصرف يستجيب للتحول الرقمي.. محافظ بنك الجزائر:

بنوك رقمية وبنوك أعمال ومقدمو خدمات الدفع قريبا



« تعزيز حوكمة بنك الجزائر ومجلس النقد والقرض واللجنة المصرفية »

أكد محافظ بنك الجزائر، صلاح الدين طالب، أن مشروع القانون النقدي والمصرفي يستجيب لمتطلبات التحول الرقمي والاستعمال الواسع للتكنولوجيات، لافتا إلى أن النص يعد القاعدة الأساسية لضمان تطور اقتصادي سلس ورشيد.

عادل م.

ولدى تطرقه إلى الأدوات الجديدة للسياسة النقدية التي استحدثها مشروع القانون كإمكانية إصدار بنك الجزائر لسندات الاقتراض وإجراء عمليات مبادلة العملات لأغراض السياسة النقدية، أوضح طالب أن النص يسمح بتكثيف أدوات السياسة النقدية لتشجيع التمويل الأخضر والتنمية المستدامة. ويخول النص لبنك الجزائر إصدار شكل رقمي من العملة النقدية تدعى "الدينار الرقمي الجزائري"، حيث يعتبر هذا الإجراء وسيلة للحفاظ وتكريس دور البنك المركزي كسلطة نقدية، يقول المحافظ، مضيفا إنه، ومن أجل الحفاظ على الاستقرار المالي، يقدم بنك الجزائر، بموجب مشروع القانون وكإجراء استثنائي وملاذ أخير، سيولة استعمالية لبنك ذي ملاءة يواجه مشكلة سيولة مؤقتة. وتم كذلك تكريس الصيرفة الإسلامية التي يمكن تسويق خدماتها ومنتجاتها من طرف شبابتك للبنوك والمؤسسات المالية التقليدية.

الجزائر واعتماد نظام المهدة بالنسبة للمحافظ ونوابه، تهدف إلى إضفاء أكثر نجاعة على ممارسة مهامه كسلطة نقدية ورقابية في ظل صلاحياتها في إطار الاستقرار المالي ووضع الاستراتيجية الوطنية لتطوير وسائل الدفع. وأضاف بأن توسيع صلاحيات مجلس النقد والقرض يهدف لتمكينه من مراقبة التحولات التي تشهدها البيئة المصرفية وتنظيم عمل الفاعلين الجدد في الساحة المصرفية والترخيص لهم بممارسة النشاطات المنوطة بهم قانونا". كما يكرس النص، حسب، مرونة أكبر في تنظيم نشاط فاعلين جدد على غرار البنوك الرقمية وبنوك الأعمال ومقدمي خدمات الدفع، وذلك بإسناد هذه المهمة لمجلس النقد والقرض الذي سيتكفل بوضع القواعد التنظيمية والإحترازية لتطويرها، فضلا عن تكريس دور اللجنة المصرفية كسلطة إشرافية مكلفة بمراقبة كل المؤسسات الخاضعة للقانون النقدي والمصرفي.

أوضح طالب خلال جلسة استماع عقدتها لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، أمس، خصصت لمناقشة مشروع القانون، أن النص يعد من بين أكثر القوانين المؤسسة للاقتصاد والمنظومة المالية، حيث يحدد المبادئ الأساسية لعمل الجهاز المصرفي وحوكمته وإجراءات الرقابة الداخلية وقواعد تسيير المخاطر التي يتعرض لها. كما يوضح المشروع، ومسؤوليات السلطات المخولة لمراقبة وتنظيم هذا الجهاز، مشددا على أن قطاع المالية مطالب بمواكبة الديناميكية الجديدة المبنية على اقتصاد المعرفة والرقمنة والانفتاح على فاعلين جدد حتى يتماشى مع التوجهات الحديثة للاقتصاد واحتياجات المستهلك الجديدة. وفي عرضه للتدابير التي جاء بها مشروع القانون، أكد المحافظ أن الأمر يتعلق بتعزيز حوكمة بنك الجزائر ومجلس النقد والقرض واللجنة المصرفية، مشيرا إلى أن الترتيبات التي مست تركيبة مجلس إدارة بنك

الشركة الوطنية للتأمين ترفع رأسمالها إلى 35 مليار دينار



قررت الشركة الوطنية للتأمين "أس. أ." رفع رأسمالها من 30 مليار دينار إلى 35 مليار دينار جزائري وذلك بمناسبة انعقاد جمعيتها العامة العادية يوم 5 فيفري 2023. وذكرت الشركة في بيان لها أن قرار رفع رأسمالها تم بإدماج الاحتمياضات الاختيارية المقدرة بـ 5 ملايين دينار مما سمح برفعه إلى حدود 35 مليار دينار بعد أن كان يقدر بـ 30 مليار دينار. وجاء هذا القرار تنويجا لتجاح سجل علي مدار عدة سنوات حققته الشركة التي تحتفل هذا العام بالذكرى تأسيسها الستين، وهو ما يسمح لها بتأكيد ريادتها لسوق التأمينات ويعزز قدراتها المالية لتطوير نشاطاتها.

وأضافت الشركة أن رفع رأسمالها يشكل ضمانا للملائمة المالية ويؤكد مرونتها في التعامل مع تطورات الاحصالة في محيطها، ويكرس احترامها لالتزاماتها الراهنة والمستقبلية. وطمأنت "أس. أ." أنها بأموالها الخاصة المقدرة بـ 42 مليار دينار وبفضل 757 نقطة بيع المتواجدة في كافة التراب الوطني بتقديم أحسن العروض والخدمات الممكنة لتلبية رغبات الملايين من المتعاملين والزبائن.

م. ب



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger